



La Commune



SDF, Roms, pauvres : Allez vous asseoir ailleurs ou allez mourir ailleurs !

La France compte un peu plus de 130 000 femmes et hommes sans domicile. Elles ou ils dorment dans des foyers, dans la rue ou pour quelques uns dans leur véhicule. Dans la journée, pour ceux qui ne travaillent pas (un tiers des Sans Domicile travaillent) , elles ou ils hantent les rues de nos villes à la recherche d'un endroit où se reposer, rencontrer d'autres SDF(le lien social passe par là) , passer le temps. Mais cela dérange, donc il faut y remédier, et pour cela on leur interdit de stationner pour éviter aux nombreux bien-pensants de croiser leur regard. Histoire de bancs.



En 2007, Mothron le maire UMP d'Argenteuil avait ordonné aux employés municipaux de pulvériser sur les bancs de la ville un produit répulsif du joli nom de « Malodore ». Cet élite de la nation venait d'initier une méthode interdisant aux SDF le droit de vivre dans la ville.

En décembre 2014, Xavier Bonnefon le maire UMP d'Angoulême fait monter par les services techniques de la ville des grillages autour des bancs proches de la galerie marchande du Champ de Mars. La raison évoquée est la nuisance provoquée par les SDF auprès des clients de la galerie marchande. Il est vrai que pour bien consommer, il vaut mieux éviter le regards de ceux qui crèvent de faim. Les grillages ont rappelé à nombre d'entre nous, ceux des camps des années et d'une époque révolues.

Un mobilier urbain anti-SDF

Dans la ville de Saint-Ouen, dans le 93, le bailleur social de Saint-Ouen Habitat Public a fait distribuer un tract dans les cités HLM, menaçant les locataires d'expulsion s'ils laissaient dormir des SDF dans le hall de leurs immeubles ou s'ils les nourrissaient. Voilà du du social bien organisé !

Mais de façon plus insidieuse, un certain nombre de villes de gauche ou de droite ont trouvé la parade en implantant des bancs où il est impossible de se coucher, Paris en est un exemple. A Paris toujours, la RATP a fait supprimer pratiquement tous les sièges et bancs dans les stations du métro.

Non seulement notre société met à la rue une partie de sa population, mais elle organise l'invisibilité de ce qui la dérange. Le gouvernement se rend complice de ces politiques d'apartheid. Nous devons imposer la construction de logements sociaux accessibles aux plus démunis, imposer l'ouverture de structures de jour pour accueillir celles et ceux qui errent dans nos villes, et enfin imposer le droit au travail et à la dignité pour tous les laissés pour compte de la société capitaliste.

Mourir à deux mois et demi.

Maria Francesca a été victime de la mort subite du nourrisson, cet accident qui arrive à quelques enfants, mais tous ne sont pas Roms vivant dans un bidonville dans une quelconque banlieue. Ses parents ont souhaité voir leur fille enterrée dans le village où ils vivent et où ses frères sont scolarisés. Mais quand on est Rom à Champlan et que le maire (divers droite) s'appelle Christian Leclerc, on vous dénie le droit d'y être inhumé. Le très réactionnaire maire de Champlan a refusé à sa famille la sépulture que chaque être humain est en droit d'avoir : « le cimetière est très petit et donc les places sont réservés à ceux qui paient des impôts locaux. Il est vrai que payer des impôts pour vivre dans un taudis serait du plus mauvaise effet (les habitants de Champlan qui n'en paient pas ont des cheveux à se faire. Rappelons qu'un français sur deux est exonéré d'impôt sur le revenu...).

L'exemple vient d'en haut, n'est-ce pas Monsieur Valls ?

Maria Francesca sera finalement inhumée dans le village voisin de Wissous du maire UMP Richard Trinquier. Pour la petite histoire le même Trinquier a refusé, en juillet dernier, l'entrée à Wissous Plage à des femmes et à leurs enfants au prétexte que celles-ci portaient un foulard islamique. Démocrate mais pas trop.

Le maire de Champlan s'est senti autorisé à cette décision abjecte, car comme l'a rappelé le prêtre qui a officié à l'enterrement de la petite Maria Francesca, la haine, l'exclusion sont des exemples qui viennent de bien plus haut . N'est-ce pas Manuel Valls, alors Sinistre de l'intérieur, qui a confié dans une interview : »des populations(les Roms) qui ont des modes de vie extrêmement différentes des nôtres et qui sont évidemment en confrontation, ont vocation à revenir en Bulgarie ou en Roumanie. Nous ne sommes pas là pour accueillir ces populations. »

Bas les pattes devant les pauvres, bas les pattes devant les roms et les SDF!

Eh bien oui, l'exemple vient de plus haut, quand le gouvernement fait donner ses chiens de garde pour expulser, au petit matin, des familles entières. Quand ce gouvernement se félicite de battre tous les records d'expulsions vers l'étranger, remettant aux mains de la police et des milices fascistes de Bulgarie ou Roumanie les familles Roms dont on connaît les persécutions qu'elle y subissent

Nous devons affirmer haut et fort la responsabilité de ce gouvernement et sa complicité dans cette politique d'apartheid menée contre les plus défavorisés d'entre nous.

Bas les pattes devant les pauvres ! Bas les pattes devant les Roms !

***Francis Charpentier,
8 janvier 2015***

Modifié le mardi 13 janvier 2015

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... >>



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... >>



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... >>



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
